
Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

7 MARS 1997

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 16 juillet 1948
créant l'Office belge du Commerce
extérieur**

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR
M. Albert GEHLEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa réunion du 25 février 1997, la commission des Relations extérieures a examiné l'*avis du Conseil d'Etat* (doc. n° 535/7) relatif à l'*amendement n° 35 de M. Versnick* (doc. n° 535/5) à l'article 6 du projet de loi, conformément à la décision de renvoi en commission prise lors de la séance plénière du 3 juillet 1996.

(1) Composition de la commission : voir p. 2.

Voir :

- 535 - 95 / 96 :

- N°1 : Projet de loi.
- N°2 : Amendements.
- N°3 : Rapport.
- N°s 4 à 6 : Amendements.
- N°7 : Avis du Conseil d'Etat.
- N°8 : Décision du Comité de concertation gouvernement fédéral — gouvernements des communautés et des régions.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

7 MAART 1997

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van 16 juli
1948 tot oprichting van de Belgische
Dienst voor de Buitenlandse Handel**

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER
Albert GEHLEN

DAMES EN HEREN,

Tijdens haar vergadering van 25 februari 1997 heeft de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, overeenkomstig de tijdens de plenaire zitting van 3 juli 1996 genomen beslissing tot doorverwijzing, het *advies* (Stuk n° 535/7) besproken dat de *Raad van State* heeft uitgebracht over *amendement n° 35* (Stuk n° 535/5) van de heer *Versnick* op artikel 6 van het wetsontwerp.

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 535 - 95 / 96 :

- N°1 : Wetsontwerp.
- N°2 : Amendementen.
- N°3 : Verslag.
- N°s 4 tot 6 : Amendementen.
- N°7 : Advies van de Raad van State.
- N°8 : Beslissing van het Overlegcomité Federale regering — gemeenschaps- en gewestregeringen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

Le dépôt par le Parlement flamand d'une motion, par laquelle ce dernier soulevait un conflit d'intérêts, a toutefois suspendu cette procédure, conformément à l'article 32, § 1^{er} de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réforme des institutions. La commission n'a dès lors procédé à l'examen de l'amendement qui lui était renvoyé par la séance plénière qu'après que la procédure de concertation ainsi mise en mouvement eut atteint son terme (cf. décision du comité de concertation gouvernemental fédéral-gouvernements de communautés et des régions, Doc. n° 538/8).

I. — DISCUSSION

M. Versnick déclare que l'amendement (n° 35) dont il est l'auteur a pour objet d'adopter la représentation des différentes régions pour ce qui est des représentants du secteur privé au sein du conseil d'administration de l'OBCE, afin de tenir compte de la part respective de chaque région dans les exportations.

L'intervenant estime qu'un tel critère présente le double avantage d'être à la fois objectif et évolutif.

M. Borginon juge positive cette proposition, qui constitue en tout état de cause une amélioration par rapport à la composition prévue par le gouvernement pour le conseil d'administration de l'Office.

M. Lowie estime pertinents les arguments avancés par l'auteur de l'amendement. Il souhaite toutefois que l'on procède plutôt à la suppression de l'OBCE et à la régionalisation intégrale du commerce extérieur.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur rappelle qu'en constatant que la question soulevée par le parlement flamand était un conflit d'intérêts et non un conflit de compétence, le comité de concertation a confirmé que la procédure suivie par le gouvernement ne portait pas atteinte au principe de l'autonomie réciproque des autorités fédérales et régionales.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. de Donnée.

<p>A. — Titulaires :</p> <p>C.V.P. MM. Cauwenberghs, Eyskens, Van Hecke, Mme Verhoeven.</p> <p>P.S. MM. Grosjean, Harmegnies, Meureau.</p> <p>V.L.D. MM. De Croo, Eeman, Versnick.</p> <p>S.P. Mme Croes-Lieten, M. Van der Maelen.</p> <p>P.R.L.-F.D.F. MM. de Donnée, Simonet.</p> <p>P.S.C. M. Gehlen.</p> <p>VI. M. Lowie.</p> <p>Blok Agalev/M. Van Dienderen.</p> <p>Ecolo</p>	<p>B. — Suppléants :</p> <p>MM. De Crem, Ghesquière, Mme Hermans, MM. Moors, Van Erps.</p> <p>MM. Borin, Henry, Larcier, Moriau.</p> <p>MM. Chevalier, Daems, Lahaye, Valkeniers.</p> <p>Mme Dejonghe, MM. Schellens, Schoeters.</p> <p>MM. Bacquelaine, Michel, Reynnders.</p> <p>MM. Beaufays, Mairesse.</p> <p>MM. Huysentruyt, Van den Eynde.</p> <p>M. Decroly, Mme Schüttringer.</p>
<p>C. — Membre sans voix délibérative :</p> <p>V.U. M. Borginon.</p>	

De indiening, op dezelfde dag, van een motie van het Vlaams Parlement waarin dit laatste een belangenconflict opwierp, heeft, overeenkomstig artikel 32, § 1, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, echter tot de schorsing van deze procedure geleid. De commissie is bijgevolg pas na afloop van de aldus opgestarte overlegprocedure overgegaan tot de bespreking van het haar door de plenaire vergadering overgezonden amendement (zie de beslissing van het overlegcomité federale regering-gemeenschaps- en gewestregeringen, Stuk n° 535/8).

I. — BESPREKING

De heer Versnick verklaart dat het amendement (n° 35) waarvan hij de indiener is, ertoe strekt de vertegenwoordiging van de gewesten in de raad van bestuur van de BDBH aan te passen, voor zover het de vertegenwoordigers van de particuliere sector betreft, teneinde rekening te houden met het respectieve exportaandeel van elk gewest.

De spreker meent dat een dergelijk criterium een dubbel voordeel inhoudt: het is objectief en evolutief.

De heer Borginon vindt dat voorstel positief. Het is alleszins een verbetering ten opzichte van de samenstelling van de raad van bestuur van de Dienst waarin de regering had voorzien.

Volgens *de heer Lowie* zijn de door de indiener van het amendement aangehaalde argumenten relevant. Hij wil echter dat tot de afschaffing van de BDBH en de volledige regionalisering van de buitenlandse handel wordt overgegaan.

De vice-eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel herinnert eraan dat het overlegcomité heeft vastgesteld dat de door het Vlaams Parlement aan de orde gestelde kwestie een belangenconflict is, geen bevoegdheidsconflict. Het comité heeft derhalve bevestigd dat de door de regering gevolgde procedure geen aantasting inhoudt van de bevoegdheden van de federale, respectievelijk gewestelijke instanties.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer de Donnée.

<p>A. — Vaste leden :</p> <p>C.V.P. HH. Cauwenberghs, Eyskens, Van Hecke, Mevr. Verhoeven.</p> <p>P.S. HH. Grosjean, Harmegnies, Meureau.</p> <p>V.L.D. HH. De Croo, Eeman, Versnick.</p> <p>S.P. Mevr. Croes-Lieten, H. Van der Maelen.</p> <p>P.R.L.-F.D.F. HH. de Donnée, Simonet.</p> <p>P.S.C. H. Gehlen.</p> <p>VI. H. Lowie.</p> <p>Blok Agalev/H. Van Dienderen.</p> <p>Ecolo</p>	<p>B. — Plaatsvervangers :</p> <p>HH. De Crem, Ghesquière, Mevr. Hermans, HH. Moors, Van Erps.</p> <p>HH. Borin, Henry, Larcier, Moriau.</p> <p>HH. Chevalier, Daems, Lahaye, Valkeniers.</p> <p>Mevr. Dejonghe, HH. Schellens, Schoeters.</p> <p>HH. Bacquelaine, Michel, Reynnders.</p> <p>HH. Beaufays, Mairesse.</p> <p>HH. Huysentruyt, Van den Eynde.</p> <p>H. Decroly, Mevr. Schüttringer.</p>
<p>C. — Niet-stemgerechtigd lid :</p> <p>V.U. de heer Borginon.</p>	

Des consultations ont par ailleurs bien eu lieu avec les régions, le projet ayant été soumis aux cabinets des ministres-présidents régionaux, qui ont pu faire part de leurs observations. Il faut en outre noter qu'aucun gouvernement régional n'a jugé opportun de saisir lui-même le comité de concertation en invoquant un conflit d'intérêts.

Le Ministre renvoie par ailleurs à l'avis — négatif — rendu par le conseil d'Etat, le 26 juin 1996, sur l'amendement n° 35 de M. Versnick.

Après constaté que la formule proposée par l'amendement s'écartait du principe adopté par le gouvernement, suivant lequel la représentation égale des régions et celle, paritaire, du secteur public et du secteur privé doivent être garanties, le Conseil d'Etat a en effet posé la question de savoir si le mécanisme proposé par M. Versnick était juridiquement admissible.

« Le Conseil d'Etat croit devoir y répondre par la négative, car en choisissant la formule d'une représentation des intérêts régionaux au sein de l'Office, qui serait pondérée en fonction de la part respective de chacune des Régions dans le volume des exportations belges, le législateur ordinaire compromettrait le dialogue effectif et sur un pied d'égalité qu'en cette matière, le législateur spécial paraît avoir voulu, en principe, assurer avec toutes les Régions.

En effet, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, 3^o, c), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, lorsqu'elle met en œuvre des politiques de promotion du commerce extérieur — mise en œuvre qui entre dans les missions de l'Office —, l'autorité fédérale doit agir « en concertation avec les Régions »; il paraît, dès lors, peu conforme avec l'économie de cette disposition de prévoir que le mécanisme de décision au sein de l'Office puisse être organisé sans que les Régions aient la faculté d'y participer sur un pied d'égalité, s'agissant notamment de l'élaboration de politiques dont la mise en œuvre doit légalement se faire en concertation avec elles. » (Doc. n° 535/7, p. 3).

M. Versnick estime que le législateur doit pouvoir trancher en toute souveraineté la question de la composition du conseil d'administration de l'Office.

La formule proposée à travers l'amendement ne s'écarte de toute manière pas totalement du principe adopté par le gouvernement, puisque la double parité — entre le pouvoir fédéral et les régions d'une part, et entre les régions elles-mêmes d'autre part — est maintenue pour les représentants des autorités fédérales et régionales.

Overigens werd wel degelijk overleg gepleegd met de gewesten; het ontwerp werd immers voorgelegd aan de kabinetten van de ministers-presidenten, die ter zake opmerkingen konden formuleren. Ook heeft geen enkele gewestregering het wenselijk geacht zelf naar het overlegcomité te stappen op grond van een belangenconflict.

De minister verwijst voorts naar het (ongunstig) advies dat de Raad van State op 26 juni 1996 heeft uitgebracht over amendement n° 35 van de heer Versnick.

De Raad van State heeft vastgesteld dat de bij het amendement voorgestelde regeling afwijkt van het door de regering aangenomen beginsel volgens hetwelk de gelijke vertegenwoordiging van de gewesten en de paritair samengestelde vertegenwoordiging van de openbare en de particuliere sector gewaarborgd moet zijn. Op grond daarvan heeft de Raad van State zich inderdaad afgevraagd of de door de heer Versnick voorgestelde regeling juridisch aanvaardbaar is.

« De Raad van State meent daarop ontkennend te moeten antwoorden, daar de gewone wetgever, door te kiezen voor de formule van vertegenwoordiging van de gewestelijke belangen binnen de Dienst, die zou worden afgewogen op basis van het respectieve aandeel van elk van de Gewesten in de omvang van de Belgische uitvoer, afbreuk zou doen aan de effectieve dialoog, gebaseerd op de voet van gelijkheid die de bijzondere wetgever in deze aangelegenheid in beginsel lijkt te hebben willen garanderen aan alle Gewesten.

Krachtens artikel 6, § 1, VI, 3^o, C), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moet de federale overheid immers handelen « in overleg met de Gewesten » wanneer ze een beleid ter bevordering van de buitenlandse handel uitvoert, welke uitvoering tot de taken van de Dienst behoort; het lijkt dan ook weinig in overeenstemming met de strekking van die bepaling voor te schrijven dat het beslissingsmechanisme binnen de Dienst kan worden uitgestippeld zonder dat de gewesten op voet van gelijkheid eraan kunnen deelnemen, inzonderheid bij het uitwerken van beleidslijnen waarvan de uitvoering volgens de wet in overleg met hen moet geschieden. » (Stuk n° 535/7, blz. 3).

Volgens de heer Versnick moet de wetgever volkomen soeverein kunnen beslissen hoe de raad van bestuur van de Dienst wordt samengesteld.

De formule die via het amendement wordt aangebracht, wijkt hoe dan ook niet helemaal af van het principe dat door de regering wordt gevolgd, aangezien de dubbele pariteit — tussen de federale overheid en de gewesten enerzijds en tussen de gewesten onderling anderzijds — wordt gehandhaafd voor de vertegenwoordigers van de federale overheid en van de gewestoverheid.

II. — VOTES

L'amendement n° 35 de M. Versnick est rejeté par 7 voix contre 2 et une abstention.

L'article 6 inchangé est adopté par 6 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le rapporteur,

A. GEHLEN

Le président,

F.-X. de DONNEA

II. — STEMMINGEN

Amendement n° 35 van de heer Versnick wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Het ongewijzigde artikel 6 wordt aangenomen met 6 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

De rapporteur,

A.GEHLEN

De voorzitter,

F.-X. de DONNEA